

Du 11 novembre à l'APD

Antimilitaristes toujours!

NOUS SOMMES LE 11 novembre. Voilà 80 ans qu'a pris fin une des plus grandes boucheries humaines que fut la guerre mondiale de 1914-1918. Combien de morts? 5, 10, 15, 20 millions? Personne n'en sait trop rien tant les chiffres officiels ont été truqués, minimisés, détournés... Tous ces morts pour qui, pour quoi?

Les guerres décidées par les États, qu'ils soient républicains, monarchiques, religieux ou transnationaux, ont pour but d'asseoir ou d'étendre leurs zones d'influence politique et économique. Les guerres ne profitent donc pas à la chair à canon constituée des classes laborieuses, ni même à leurs descendants. Les soldats français et allemands qui ont fraternisé ou se sont insoumis lors de ce premier conflit mondial, se sont aperçu un peu, beaucoup trop tard qu'ils ne défendaient pas leurs intérêts mais bien ceux de leurs dirigeants, et que ces intérêts sont radicalement antagonistes. Il est d'ailleurs révoltant de constater que les organisateurs de ce crime à grande échelle qu'est la guerre, ont réussi à s'approprier cette date symbolique du 11 novembre.

À bas toutes les armées!

Le chef de l'État affublé du ministre de la Défense (donc de la guerre) refourge des décorations à des vieux combattants qui ont « servi la France ». La France, vous savez cette grande famille où cohabitent dans l'entraide et la solidarité quelques milliardaires repus comme Mme Bettencourt (L'Oréal) ou la famille Dassault (tiens, des marchands d'armes!) avec la cohorte des chômeurs, précaires, salariés, sans-papiers, sans toit, etc. Le 11 novembre, on dépose aussi une gerbe sur la tombe du soldat inconnu devant le sommet de la hiérarchie militaire qui donnera l'ordre au moment venu à plein d'inconnus d'aller buter d'autres inconnus qu'ils soient soldats ou civils... Et oui, tout cela est parfaitement irrationnel et abject.

Pourtant, en lisant *Libé* du 3 octobre l'autre jour, on pouvait croire qu'on assistait à un tournant de l'histoire, l'armée allait repérer et aider les analphabètes, elle qui s'en était servi comme chair à canon. Chirac et Juppé avaient amorcé la fin du service national ancienne formule. Et maintenant avec Jospin, plus de service national obliga-

toire, juste une journée d'Appel de Préparation à la Défense (APD) qui remplace le mort-né rendez-vous citoyen d'une semaine, dissout avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le P.C. et une partie du P.S. déplorait la fin du service national obligatoire sauce Chirac, garant selon eux de l'unité nationale et de l'ordre républicain... Peut-être ont-ils réalisé en prenant le pouvoir, qu'une armée, fut-elle composée de soldats-citoyens, a toujours commis les pires horreurs (guerre de 14-18, « pacification » de l'Algérie et de l'Indochine, « règlement » des conflits sociaux par la force lors du soulèvement de la Commune ou de la rébellion des Canuts) et n'a pas empêché les tentatives de coups d'État (les putschistes d'Alger étaient entourés d'appelés, putsch de l'armée chilienne contre Allende, etc.).

service national obligatoire, très coûteux, a été rendu caduc par ces nouvelles données. Nous nous réjouissons de la fin de la conscription contre laquelle nous avons milité, qui représentait une vaste entreprise de décervelage : pendant près d'un an, y étaient inculqués le respect de la discipline et de la hiérarchie, l'acceptation des inégalités, des humiliations, des sacrifices, l'abandon de tout esprit critique, le mythique sens du devoir et le sentiment d'appartenir à la même grande collectivité, (faux) ciment de la cohésion sociale.

Ceci dit, nous ne céderons pas à l'enthousiasme des sociaux-démocrates en tout genre. Pourquoi? Parce que ces valeurs sont toujours véhiculées dans les armées de tous les pays, parce que l'armée française, à coup de spots publicitaires démagos, continue à embaucher. Parce que des guerres ont lieu dans

- Paroles de lycéens page 4
- Service public : on casse ! page 5
- Noisy-le-Grand : contre la haine et la censure page 8



Nous avons déjà eu dans nos colonnes l'occasion d'expliquer la professionnalisation de l'armée qui correspond à une nouvelle donne stratégique (chute du mur de Berlin, mondialisation de l'économie) et non à un intérêt soudain des dirigeants de l'État pour l'anti-militarisation. L'armée aujourd'hui doit pouvoir frapper vite et fort partout où l'ordre économique est menacé; que ce soit au fin fond de l'Afrique ou de l'Asie, dans les banlieues ou ici en cas de mouvement insurrectionnel. Pour cela, des armées professionnelles dotées de moyens technologiques avancés sont les plus efficaces. Le

de nombreux pays du monde. Parce que les États, qu'on dit riches et civilisés, engloutissent des sommes énormes (un hélicoptère Tigre vaut 40 milliards) pour fabriquer de quoi faire des guerres tout en envoyant des casques bleus « défendre la paix » ! Parce qu'une armée humanitaire n'existe pas plus qu'une poule volante. Parce que l'armée constitue l'appareil répressif de l'État et qu'elle peut intervenir en cas de conflits sociaux (cf. lois sécuritaires de Pasqua datant de 1993). Parce qu'enfin, si l'État, pour des raisons économiques et stratégiques a opté pour une armée de métier, il n'a pas renoncé ●●● page 8

EDITORIAL

Aux États-Unis, un « fait divers » récent mérite toute notre attention : l'assassinat de l'obstétricien Barnett Slepian qui pratiquait des interruptions volontaires de grossesses dans la région de Buffalo, État de New-York. Il se savait menacé de mort, mais en aucun cas ne voulait s'arrêter. Pour cela un « pro-life », la mis en joue avec un fusil à lunette et l'a froidement abattu. Ce n'est pas le premier cas du genre. En l'espace de quatre ans, on compte cinq attaques meurtrières contre des médecins au Canada et aux États-Unis. Le port du gilet pare-balles ou la location de gardes du corps devient quasiment une obligation pour les médecins qui ne veulent pas céder au chantage et aux menaces des groupes anti-IVG. Mais, et cela rend la situation encore plus dramatique, ces « fous de Dieu » sont, hélas, en train de gagner : aujourd'hui 80% des contés des États-Unis sont dépourvus de médecins pratiquant l'avortement. Dans notre doux pays de France, nous n'en sommes pas encore là. Mais n'est-il pas courant de dire que les États-Unis préfigurent notre avenir avec dix ans d'avance? À noter cependant que les commandos anti-IVG ont semble-t-il changé de tactique. En renonçant plus ou moins aux opérations coup de poing, ils veulent se donner une nouvelle image, plus festive, plus « innocent », et ils se rebaptisent eux-mêmes les « survivants ». Il n'en reste pas moins qu'ils réussissent à grossir leur rang en jouant de toutes les ficelles de l'ordre moral : les aspects les plus traditionnels de la religion bien sûr, mais aussi cette espèce de nouvel engouement neo-mystique pour un respect absolu et absolutisé de toutes formes de vie. Ainsi, la force et la dangerosité du discours des anti-IVG réside dans le fait qu'ils passent maîtres dans l'art de surfer sur des « valeurs fortes », en récupérant à leur compte les notions de « respect de l'individu » (l'embryon devant être considéré selon eux comme tel) ou même en se rattachant à une critique de la misère sociale « qui ne doit pas servir de prétexte pour décider d'un avortement »... Face à cela, nous ne pouvons donc nous contenter de nous organiser contre les opérations d'occupations des centres d'IVG. Il nous faut peaufiner nos argumentations. Il nous faut aussi dénoncer tout ce qui peut encourager le développement des groupes dits « pro-life », en leur créant un terreau favorable, et en premier lieu, les politiques gouvernementales. Le rapport de Guigou ne prône-t-il pas, par exemple, un retour en force de la famille (en affirmant que celle-ci doit entre autres choses, intervenir directement dans l'organisation de la vie scolaire?). Les restrictions budgétaires dans le domaine hospitalier ne frappent-elles pas sévèrement les services d'IVG? Enfin, il nous faut convaincre tous ceux et celles qui, bien qu'attachés aux libertés individuelles sous-estiment dangereusement le degré de gravité de la situation, en considérant un peu trop vite que le droit à l'avortement et à la contraception sont des acquis « intouchables »...

ISSN 0026-9433 - N° 1139

M 2137 - 1139 - 10,00 F



Anti-PACS en Alsace

« **C** E SONT DES mutants ! Ils ne collent pas aux stéréotypes de l'extrême droite traditionnelle. » reconnaît un militant antifasciste strasbourgeois en parlant des organisateurs d'un cycle de conférence contre le P.A.C.S. Il est en effet bien mystérieux le collectif « Alliance 206 » qui annonce ces conférences, avec comme orateurs des universitaires ayant une certaine notoriété. Un de ses responsables refuse de citer les cinq associations confessionnelles et laïques qui constituent le collectif « Notre désir n'est pas de faire de la publicité pour telle ou telle association, mais de mettre en avant un contenu. Les défenseurs du P.A.C.S ont les faveurs des médias. C'est pour cela que nous avons éprouvé le besoin de donner au opposants des éléments de réflexion solides loin de la superficialité des slogans. »

Politique, quelle politique ?

Il se fait très insistant sur l'apolitisme des participants. C'est un paradoxe, les conférences concernées s'inscrivent dans la logique d'une manifestation devant la mairie de

Strasbourg et d'une campagne de lettres aux élus pour s'opposer à un projet de loi. Si ce n'est pas de la politique, qu'est-ce que c'est ? Les antifascistes strasbourgeois reconnaissent d'ailleurs perdre leurs repères idéologiques face à ce collectif « Cela a l'allure des fafs, les thèmes des fafs, mais pas tous. Par exemple, on ne peut pas les accuser de racisme, bref... c'est une nouvelle sorte... ». Il semble en effet que dans leurs campagnes contre l'avortement, (un de leurs thèmes de prédilection), ils se soient fermement démarqués des organisations proches du FN. Ils condamnent par la parole et l'action, le racisme ! Les animateurs des plus dynamiques de ces associations se proclament des églises protestantes indépendantes. Tout le monde semble gêné par cette nébuleuse d'associations difficiles à étiqueter. Sur le terrain, il est difficile de minimiser une capacité d'organisation capable d'être ponctuellement plus efficace que le FN. local.

Quand les religieux agissent

Pour des raisons historiques propres à l'Alsace et à la situation de l'Église romaine dans une région où

elle n'est pas toujours majoritaire, l'intégrisme catholique est relativement faible. L'actuelle génération des pasteurs en activité dans les grandes églises protestantes, plus ou moins marquée par Mai 68 parvient à canaliser les tentations extrémistes de leurs paroissiens. Ceux-ci s'expriment soit dans le secret des isolements, d'où l'importance des scores lepénistes, soit en rejoignant certaines des églises indépendantes. Ces micro-structures qui peuvent néanmoins réunir plusieurs centaines de fidèles représentent une composante non négligeable de l'échiquier social. Ils sont très actifs sur les thèmes de la morale. Leurs spécificités en font des adversaires particulièrement redoutables. Ils peuvent se réclamer d'actes de résistance au nazisme, leur activisme souvent efficace dans l'entraide personnelle leur permet d'éluder les critiques globales du système capitaliste. Ils véhiculent une idéologie du comportement très proche de ce

que les médias nomment le puritanisme anglo-saxon. Mais un puritanisme qu'il faut comprendre dans un contexte français où pour ne pas être discrédités ils s'efforcent de se démarquer de l'extrême droite traditionnelle et semblent éviter l'action violente. Leurs thèmes de prédilection tournent autour de la sexualité : avortement, pédophilie, pornographie, etc. Mais ils ne s'arrêtent pas là, et ajoutent des soucis écologistes, la lutte contre la racisme. Ils n'oublient pas la lutte contre la pauvreté mais comprise dans le sens caritatif. Sur le P.A.C.S. actuel cheval de bataille, leur position est significative de leur philosophie profonde. En substance, le P.A.C.S. est négatif pour «...les blessés de la vie comme la personne homosexuelle... » Ce type d'expressions permet de mesurer leur distance avec l'extrême droite classique mais aussi le danger qu'ils représentent. Ils substituent le langage de la compassion à celui de

la haine. Il ne s'agit pas d'exclure ou de condamner celui qui se conduit différemment mais de le considérer comme victime, comme souffrant et de le ramener dans leur normalité. Cette normalité se définit par les critères de leur religion. Sur ces thèmes moralisateurs se retrouvent d'ailleurs les plus radicaux des milieux protestants, catholiques et musulmans. Les conférences de Strasbourg montrent qu'ils cherchent à sortir du ghetto religieux en se prévalant de la caution des sciences sociales. Pour cela ils ont loués une salle à la faculté des lettres. Naturellement les étudiants y ont vu une provocation, et il y eut quelques incidents. Le mouvement libertaire en cassant le concept de normalité des comportements au nom du respect des choix de la personne est sans doute le mieux armé idéologiquement pour s'opposer à cette mutation de l'activisme moral.

Jacques Niltreb

Fils de pub

L ES DERNIERES PUBS KOOKAI, qui s'étalent en grand format sur les murs ou qui sautent à la tronche dans tous les magazines « branchés », représentent : 1 un gros plan d'une bouche de femme, ouverte, avec un petit bonhomme traversant la langue, style « Gulliver au pays des percings », 2 : un gros plan sur un corps féminin, avec cuisses entrouvertes, photo centré sur le maillot à cette-fois-ci le bonhomme-morpion, armé d'une tondeuse à sa taille, épèle la « bande-maillot », 3 : encore un corps tronqué, où la chute des nains voit surfer le même parasite... Format, couleurs et cadrages, sont assez agressifs pour que les automobilistes s'arrêtent au milieu d'un rond-point pour mieux mater ce qu'ils n'ont fait qu'apercevoir.

J'espère que les créateurs-trices ont été chaleureusement félicités pour la force de l'impact visuel, car l'opération marketing semble parfaitement réussie : on en cause...

L'agressivité, c'est « the » qualité d'une pub branchée... Quant à l'originalité, y'a du boulot.

Les corps, découpés, de femmes déshabillées, aux sexes, aux bouches... implicitement offerts, ça vous rappelle rien ? Vous savez les magazines colorés tout en haut du rayon, et les jolies affiches où les femmes sont souvent à genoux, ou à quatre pattes, quelquefois aussi elles sont menottées ou baillonnées... vous savez le genre : 36 15 Mon cul est vendre ? Pornographie, voilà, c'est le mot que je cherchais.

Je fais un blocage sur ce mot-là ; parce qu'à chaque fois qu'une femme veut l'employer, il y a au moins un type, habituellement gentil garçon bien élevé, qui se met à beugler : puritaine !

D'autres, pédagogues, essaient de lui expliquer les nouvelles tendances de la photo artistique... Quand on n'a pas droit à un couplet sur la liberté d'expression, on s'estime heureuse.

La pornographie, distingué(e)s lecteurs et lectrices, nous prouve par sa racine grecque « pornè » sa proche parenté avec le mot prostitution... Aujourd'hui que l'ordre capitaliste s'épanouit dans la société du spectacle, on vend toujours les corps des femmes, mais à plus grande échelle. et on se fait beaucoup plus de fric : les minitels roses et cie se portent fort bien, merci pour eux.

Poser un bonhomme habillé sur un corps de femme dénudé non plus cher « concepteur-trice », c'est pas très neuf. Il a beau être liliputien, c'est bien lui qui est représenté comme être social, culturel. Qui plus est, on l'envisage comme être complet, quand la femme peut se résumer à une partie du corps...

Desespérément classique aussi, est la « perfection » plastique de ces corps où l'on guettera en vain la cellulite ou le poil superflu de la bonne marchandise messieurs-dames, c'est pas Kookai qui va faire disparaître les douces épilations à la cire chaude... Christophe Lambert, P.D.G de C. L M/B.B.D.O. nous précise que le personnage est pensé comme « tout heureux » de faire cette épilation. Comme Robert sera « tout heureux » d'offrir une fringue Kookai à sa meuf, pour l'aider à ressembler à Barbie... ou sera plus simplement « tout heureux » de se rincer l'œil sans frais, pour revigorer sa libido de salarié fatigués...

Mais Lambert, ce grand sociologue, ne s'arrête pas là, et nous informe que « C'est déjà fini l'époque de l'homme-jouet humilié ! Nous en sommes à l'étape suivante, à celle de l'aliénation acceptée... avant la révolte. » C'est beau comme du Séguela. C'est fou ce qu'on peut être distraites, on l'a pas vue passer l'époque de l'homme humilié...

On devait être bêtement occupées à défendre le droit à l'avortement, à la contraception, l'égalité des salaires... Occupées à lutter contre... l'humiliation des femmes, récurrente, dans la

sphère privée comme dans la sphère publique.

Ce discours sur une supposée période de « domination féminine », dont la société serait désormais fatiguée, rappelle nettement celui tenu par les politicien(ne)s du libéralisme quand ils-elles causent avenir... La société de demain doit selon eux se « débarrasser des discours archaïques » sur une lutte des classes qui, bien-sûr, n'a plus de raison d'être... On essaie de masquer l'oppression pour anesthésier toute possible rébellion... alors que, plus que jamais, le capitalisme écrase dans le sang et la misère tout à qui pourrait s'opposer à ses intérêts, alors que la vie et les droits des femmes sont, partout dans le monde de plus en plus menacés... Ce Gulliver-Kookai d'aujourd'hui, revendiquant régression infantile et voyeurisme, est tout aussi glauque qu'était « naturellement » misogyne le Swift du XVIII^e...

C'est donc peu dire que la fine analyse d'un(e) journaliste de *Libération* (1), voyant dans ces nouvelles pubs (Lee, Kookai, Rech) l'arrivée d'une « domination féminine » nous semble peu pertinente. Les représentations machistes s'accroissent fort bien du voyeurisme et du sadomasochisme. qui semblent très « tendance » cette année...

Un apparent « malentendu » est à éclaircir : ce n'est pas un « renversement de situations » que nous réclamons, où les dominées deviendraient dominantes, mais la suppression de ces rapports d'oppression. Quand on met en scène une femme armée, qui menace un homme en lui demandant de se déshabiller, (comme dans une récente pub), l'inversion des rôles n'enlève rien au sordide de l'incitation au viol... Qui plus est, la société étant ce qu'elle est, c'est-à-dire féroce patriarcale, ce fut encore une fois des femmes qui se sentent agressées et beaucoup d'hommes qui goûtèrent ce prétendu clin d'œil...

Les femmes ne sont ni à vendre, ni à prendre, il nous semblait l'avoir déjà dit.

Jeanne (commission femme F.A.)

(1) Libé du 28 septembre

Souscription Monde libertaire

Octobre 1998 : Osse : 500 F ; Calas S. : 300 F ; Groupe FA Rouen : 226 F ; Jeanson : 100 F ; Chambon ; Schiphorst ; Perry C. ; Magne B. ; Vagnon P. ; Debieux ; Miouze C. ; Peyvel L. ; Serra ; Merlet ; Pilleul ; Libertio ; Dijet ; Grillenzoni ; Dauphin ; Gaspalou M. ; Passicot M. ; Delebarre ; Gailliot ; anonyme 78 ; Laurent S. ; Narcy B. ; Escourou ; Thirion ; Bonet L. ; Vandexeghe ; Septier P. : 60F ; Coiffard D. : 28F ; Hardy R : 20 F.
Total = 2794 F.

Souscription procès Monde libertaire

Castan JP : 1000 F ; Abassof : 700 F ; Barrière : 590 F ; Federici J ; Gourdon ; Gregoire ; Thoulet ; Picard S ; Leboucher M : 500 F ; Badaroux ; Septier ; Millot ; Girard : 300 F ; Graner ; Haro J : 210 F ; Vejux : 202 F ; Bes P ; Duverger ; Lhuillier ; Bellocton ; Puech D ; Varenne C ; Baillieu M ; Limmacher Nivet JM : 200 F ; Malfaut : 180 F ; Cribier ; Lebec ; groupe La Mistoufle ; Bourgeois G ; Barbareau B : 150 F ; Verrien : 110 F ; David and Co : 105 F ; Bouteiller A ; Gillet ; Pseudo (Vitry) ; Paulet ; Bouey P ; Sahuc ; Sappia ; Ribes ; Wolf ; Palcy ; Carie ; Escourrou P : 100 F ; Akrich ; Busson : 80 F ; Tourelles R. : 70 F ; Poumes ; Vejux ; Balzer ; Marchand F ; Bonnefis ; Blanc ; Vigier : 50 F ; Dauphin JM : 30 F.
Total = 11 867 F.
précédent Total = 1950 F. Nouveau Total = 13 817 F.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Rouen : Répression contre les sans-papiers



EN NORMANDIE, COMME UN peu partout en France, se crée un mouvement des sans-papiers autonomes vis-à-vis des partis politiques.

Cela fait maintenant sept mois que le Collectif des sans-papiers du Havre occupe une église de Caucriauville. La préfecture, quant à elle, a durci le ton en rejetant leurs dossiers, alors que ces sans-papiers sont depuis longtemps en France. Devant les refus réitérés de la préfecture, quatre des occupants se sont mis en grève de la faim depuis le 3 septembre, pour augmenter la pression, mais rien n'y fait : préfecture et ministère ne veulent rien entendre. D'ores et déjà, les grevistes auront des séquelles irréversibles sur le plan de leur santé. Sur Rouen et la région elbeuvienne s'est créé, en juillet, un collectif regroupant 70 sans-papiers.

Une répression incidieuse

À Elbeuf, depuis le 18 septembre, des sans-papiers occupent la Maison des Associations. Ceux de Rouen, depuis le 1^{er} octobre, occupent les locaux d'une église de Grand Quevilly (ville dont Laurent Fabius est le maire). Mais depuis cette occupation, la préfecture a encore durci ses positions, refusant d'instruire les premières demandes, de recevoir les sans-papiers pour un réexamen (contrairement à ce que prévoit la loi Chevènement) et va même jusqu'à ne plus faire de notification écrites aux sans-papiers déjà régularisés. D'autre part, la répression se fait de manière insidieuse, non pas en intervenant sur le lieu d'occupation (pour l'instant), mais en s'en prenant individuellement aux membres du Collectif.

L'un d'eux, Tunisien, a juste eu le temps de se sauver de son lieu de travail où la DICILEC venait l'attraper. Moins de chance pour M. Biyik Hassan, d'origine turque. Il a été arrêté lors d'une rafle dans un bar turc de Rouen. M. Hassan vit en France depuis plusieurs années mais n'est marié que depuis un mois avec une française avec laquelle il vivait maritalement depuis un an (le critère de la loi Chevènement est d'un an de mariage). Malgré les manifs devant le centre de rétention rouennais et devant la préfecture ; malgré le recours déposé par l'avocat et le collectif, M. Biyik Hassan a été expulsé vers la Turquie, le 21 octobre.

Vendredi 23 octobre, une manif pour la régularisation de tous les sans-papiers s'est déroulée à Rouen. Il y avait plus d'un millier de manifestants, venus également d'Elbeuf et du Havre (un nombre de manifestants bien moindre que lors de la manif contre la venue de Mégret à Rouen !).

Une action intéressante car à l'appel des sans-papiers, rassemblant un très grand nombre de manifestants d'origine étrangère. Seule fausse note, les trotskistes (!) qui assumaient une présence voyante avec force banderoles et service d'ordre viril et parano. Les trotskistes n'ont pas compris que les sans-papiers veulent un mouvement indépendant des partis politiques.

Pour notre part, nous soutenons les luttes des sans-papiers, les aidons dans leurs démarches, mais sans pour autant les chaperonner ou leur indiquer quelle est la bonne façon de lutter. Seul un mouvement des sans-papiers autonome et fort aura raison d'une gauche frileuse et d'un gouvernement qui ne tient pas ses promesses.

Jean-Pierre Levaray
(groupe de Rouen)

AIX-EN-PROVENCE

« Les grenouilles au bénitier, les femmes en liberté »

LE MERCREDI 21 OCTOBRE 1998, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), une toute nouvelle association locale, « Choisir la Vie », devait tenir meeting au Palais des Congrès. Les libertaires de la région P.A.C.A. (paradoxalement, une région relativement épargnée par les grenouilles de bénitier anti-IVG), ne pouvaient rester sans réagir. Et c'est donc des militants du SCALP-Marseille, de la C.N.T. d'Aix (venus en force pour ces deux organisations) et de l'Union régionale Sud-Est de la F.A. (groupes de Marseille, Toulon et Nice), qui se retrouvèrent une fois de plus en première ligne, drapeaux noirs agités haut et fort (ce qui ne manqua pas de susciter cris et insultes parmi de jeunes fachos, fanfaronnant comme pour masquer leur amertume face à un tel comité d'accueil).

Les antifascistes sociaux-démocrates (1) avaient bien appelé à un rassemblement de protestation, mais ils n'entendaient surtout pas aller au-delà des quelques slogans habituels. Pour notre part, nous souhaitons, en fonction du rapport de force et des circonstances, perturber autant que possible le rassemblement des suppôts de M. Wojtyla. Ce qui fut fait.

Pendant plus de deux heures, d'un face-à-face quelque peu tendu, la présence déterminée des libertaires, ainsi que des jets d'œufs et de tomates bloquèrent tout accès à la salle de conférence. Les flics présents (étonnamment peu nombreux) n'en menaient pas large, coincés qu'ils étaient entre les deux

parties vociférantes (environ 150 pro-IVG contre une centaine d'anti-IVG). Du côté des partisans de l'avortement, on criait, entre autres choses : « Ah Marie, si tu avais connu l'avortement, nous n'aurions pas tous ces emmerdements » ou encore : « Les grenouilles au bénitier, les femmes en liberté » et « La capote, pas la calotte ».

Sur le coup des 22 h 30 - 23 heures, le Palais des Congrès étant définitivement fermé, nous pouvions quitter la place sous le regard bovin et rageur des fascistes du cru.

Si cette action fut réussie (et notons qu'il est rare dans notre région de faire reculer les fachos), l'attitude des antifascistes républicains est tout de même consternante de bons sentiments : pour le service d'ordre de Ras-l'Front, il fallait respecter la liberté d'expression, et ainsi crier quelques slogans, lancer quelques quolibets, puis laisser ces « braves » citoyens tenir leur rassemblement en paix. Certains trouvèrent même que lancer des œufs, c'était faire acte d'une violence insoutenable...

À l'avenir, face aux intégristes de tout bord et aux fascistes de tout poil, nous ne pourrions d'évidence compter que sur nous-mêmes.

Jeff. - groupe Nada (Toulon)

(1) Ras-l'Front [Aix et Vitrolles], l'UNEF-ID, Les Verts, la Jeunesse Communiste révolutionnaire-RED [si on l'admet au sein de ce légaliste « Front républicain » ayant pris corps ce soir-là], l'association « Citoyennes et Lesbiennes »... réclamant autant la liberté sexuelle que le droit à l'avortement.

abonnez-vous!

Faits d'hiver Le sexe des anges

Si l'on en croit l'urologue brésilien Roberto Trullii, qui étudie la question depuis plusieurs années, la crise économique, et la menace du chômage qu'elle engendre, réduit (en moyenne) la taille du pénis de deux centimètres.

À l'issue d'un an de crise au Brésil, le spécialiste a, en effet, remarqué que chez 32% des sujets qu'il a étudié « La taille moyenne du pénis au repos, qui était de 7 cm, est désormais de 5 cm ».

À ce rythme, et vu l'insolente prospérité de la crise qui ravage aujourd'hui le « village mondial », c'est à l'évidence l'avenir du zizi du travailleur qui semble menacé.

D'après un sondage I.P.S.O.S. réalisé du 9 au 17 octobre sur un échantillon de 533 salariés du privé pour le compte du C.N.P.F., il ressort que 56% des personnes interrogées reconnaissent éprouver « un sentiment positif » à l'égard de leur patron quand ce n'est pas de la « sympathie » (36%), voire de « l'admiration » (23%).

En clair, les salariés français du privé « aiment » leur patron qui, pourtant, ne les met pas à l'abri du chômage!

Rien ne nous autorisant à affirmer que les travailleurs français sont atteints du syndrome brésilien (car, 7 cm, faut pas déconner!) ni que cet éventuel syndrome puisse être consécutif à un amour que tout révolutionnaire tatoué lutte des classes se doit de dénoncer comme pervers, on nous pardonnera cependant, internationalisme oblige, de lancer aux uns et aux autres cet appel vibrant : « Zizis prolétaires de tous les pays, unissez vous! ».

Jean-Marc Raynaud

En bref

■ Le numéro 211 d'Alternative Libertaire (novembre 1998) vient de paraître. Au sommaire : Crime d'Etat - Semira, 20 ans pour toujours ; Europe forteresse, Les camps de la honte ; 24 octobre - journée contre les centres fermes ; Transports gratuits pour les minima sociaux ; Les traités européens ; 11 novembre : aux sources de l'antimilitarisme libertaire ; Journée internationale contre la Mac-Domination ; Défense du service public ou de l'Etat ? ; A propos du municipalisme libertaire ; 11 novembre journée nationale des femmes Alternative Libertaire est disponible par correspondance : au numéro 100 FB ou 20FF. Chèque à l'ordre de Roger Noël - BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique.

■ Le groupe F.A. de Carcassonne a une nouvelle adresse. c/o Le bazar libertaire, 44, rue de la République, 11 000 Carcassonne

■ Les prochaines permanences du groupe Makhno de Saint-Etienne auront lieu le 10 novembre de 17 à 19 heures et le 24 à la même heure à la bourse du travail.

■ Le groupe Humeurs noires de Lille vend le Monde libertaire de dimanche de 11 h 30 à 13 heures sur le marché de Wazemmes. On peut le retrouver tous les vendredis sur Radio Campus (106.6 Mhz) de 20 h à 21 heures dans l'émission « La Voix sans Maître ». Humeurs Noires, B.P. 79, 59 370 Mons-en-Barœul.

Témoignages de lycéens en Ile-de-France

L'émission Chronique syndicale sur Radio libertaire accueillie le 24 octobre, quatre lycéens : Victoria du Lycée Lamartine (Paris), Manel du Lycée Toulouse-Lautrec (Vaucluse, Yvelines), Paul et Floréal (mandatés par l'A.G. du Lycée Chaptal, Paris). Quelques extraits de l'interview réalisée par Sylvie.

Victoria : La mobilisation des lycéens est partie de la province, à Paris, nous avons pris le train en route mais sur les mêmes revendications générales : plus de profs, plus de pions, plus de moyens.

Floréal : Certaines classes se sont mobilisées et ont essayé de faire bouger les autres en convoquant des A.G. À Chaptal, nous avons décidé de nous coordonner avec les autres lycées mobilisés au sein de la Coordination Paris nord qui s'est transformée en Coordination lycéenne indépendante, pour contrer la F.I.D.L. qui se dit représentative du mouvement lycéen alors que nous ne la voyons nulle part à Paris et que la province ne la connaît pas. Sur la région, ils se disent 300 alors que nous étions 30 000 dans la rue.

M.L. : La F.I.D.L. est une émanation du P.S., le pouvoir cherche à canaliser le mécontentement des p'tits jeunes pour éviter un mai 68.

F : Oui, tous les médias n'ont montré que la F.I.D.L. au début. Il a fallu attendre plus de dix jours pour que le Monde ou France Inter évoquent la Coordination lycéenne indépendante.

Paul : Nous n'avons vu la F.I.D.L. que l'an dernier dans les mouvements anti-FN. Si nous avons créé la Coordination, c'est pour montrer qu'il n'y a pas que la F.I.D.L.

V : Cette coordination s'est vraiment créée spontanément. Certains lycées sont descendus dans la rue, sont allés chercher d'autres lycées. Nous avons pris rendez-vous et nous nous sommes inclus dans la Coordination.

M.L. : A l'intérieur des lycées, comment vous êtes-vous repérés? Comment avez-vous été reçus par les profs, par les élèves?

F : Ceux qui étaient mobilisés sont venus chercher les autres dans chaque classe en proposant qu'il y ait un représentant par classe pour organiser la grève et en appelant tous les élèves à l'A.G. Quand nous

sommes allés à Carnot, nous n'avions pas composé de délégation, alors nous sommes entrés par les portes, les fenêtres, en courant dans les couloirs. Nous n'avons pas bien été reçus. Au contraire, quand nous entrons en disant « Bonjour, nous avons besoin d'un délégué pour l'A.G. », là c'est mieux perçu et les profs lâchent plus facilement les élèves.

V : À Lamartine, le mercredi 14 octobre, nous avons dit à tous les élèves que nous voulions faire une A.G. dans la cour et presque tout le lycée est venu. « Voilà, il y a des lycées qui bougent. Nous, nous avons eu des problèmes l'an dernier. Voulez-vous faire grève? ». La grève a été votée, nous avons fait appel à tous les délégués et à tous les volontaires pour élire des représentants.

F : Parmi les représentants, 4 ou 5 étaient mandatés pour aller à la Coordination, le soir à Jussieu. À Chaptal, nous avons repris les revendications nationales en les discutant, les approuvant et en élaborant d'autres revendications locales dont la création d'un foyer pour tous les élèves, le refus d'une gestion privée de la cantine (projet en cours, si bien que les tarifs vont augmenter) ou bien encore la solidarité avec les autres lycées mobilisés.

M.L. : Un mouvement unitaire compte tenu de revendications particulières, est-ce difficile?

V : La grande divergence entre la Coordination et la F.I.D.L., ou entre la F.I.D.L. et la province, c'est l'acceptation ou non des mesures Allègre et du rapport Meirieu. Sinon, nous voulons tous être moins par classe, avoir plus de profs, plus de moyens mais de ces moyens, qu'allons-nous en faire? C'est déjà ça qu'il faut se demander.

M.L. : A Vaucluse, quel regard tu poses sur ces événements?

Manel : Il s'agit d'un lycée public en internat, le seul en France à être adapté pour des jeunes valides et des

personnes à mobilité réduite. Quand nous avons vu des affiches dans le lycée, nous nous posé la question des problèmes présents dans le lycée. Nous n'avons pas les mêmes revendications car nous avons beaucoup de moyens et du personnel en informatique et nous sommes peu par classe. Mais nous manquons de matériel pour que les jeunes présentant un handicap lourd puissent étudier facilement, et le règlement intérieur est stressant : les premières et terminales doivent se coucher à 22 h 30 mais les jeunes handicapés doivent l'être à 21 heures. Et il n'y a pas moyen de discuter : 21 heures, un point c'est tout, par manque de personnel.

M.L. : Après la manifestation de mardi 20 octobre, où en êtes-vous?

V : Il n'y a pas eu la grande démobilitation racontée par les médias, l'information est bien passée dans les lycées.

F : Nous nous sommes bien mobilisés, en nous donnant les moyens de réaliser de vraies affiches grâce à une caisse commune. Nous avons organisé les services d'ordre par lycée. Des profs de Chaptal sont venus nous soutenir. Quant à la F.I.D.L., ils accaparent les médias; seule une lycéenne de Marseille a pu parler et dire ce qu'Allègre a proposé, c'est-à-dire rien. Une rencontre de vingt minutes, un papier blanc, il a bu un verre d'eau et il est parti.

M.L. : Revenons aux mesures Allègre.

P : Sur la première mesure relative à la démocratie, le surlendemain, le F.N.J., filmé par FR3, distribuait des tracts devant le lycée Chaptal, essayant le droit d'expression et d'affichage affirmé par Allègre!

V : Quant aux emplois-jeunes, au niveau de la Coordination, nous nous sommes prononcés contre la précarisation croissante.

F : 10 000 emplois-jeunes, 3 000 surveillants, 1 000 appelés, ça fait 14 000 : nous demandons 100 000 postes et des profs ! Nous ne voulons pas d'allègement de programme mais une meilleure organisation de l'emploi du temps. Si en terminale, ils sucront des parties du programme, ça va porter sur quoi? La résistance lors de la seconde guerre mondiale?

P : Nous ne nous battons pas seulement pour nous, mais aussi pour les générations à venir.

M.L. : Il va être demandé aux maîtres auxiliaires d'enseigner une discipline qui n'est pas la leur.

F : Comme il y a trop de profs de philo et pas assez de profs d'espagnol, alors il faudra que les profs de philo enseignent l'espagnol, même s'ils ont étudié l'anglais et l'allemand!

V : Le ministère se place dans une logique du moindre coût. Allègre dit « des élèves avec un prof ». Il se fout de ce que le prof et les élèves font. Nous allons tout faire pour être entendus à la rentrée.

M.L. : Qu'est-ce que ce mouvement a provoqué en vous?

M : Nous avons fait la grève mais ça n'a abouti à rien. Il faut faire bouger les choses. Faire grève, ça fout la trouille, quand on est en fauteuil roulant comme moi, mais c'est génial. Ça fait du bien de revendiquer.

F : J'y ai vu l'égoïsme de certains et la solidarité des autres. La grève, c'est plus fatiguant que d'aller en cours!

P : j'ai pris cela comme une véritable action de citoyenneté. Avec beaucoup de prises de gueule mais ça a donné une conscience politique.

V : Chaque revendication est l'aboutissement de quelque chose de beaucoup plus large, d'une pensée, d'une interprétation du monde. C'est surtout une question de prise de conscience.

Retranscription : Hélène Hernandez

prison de Lannemezan Lettre au procureur de Tarbes

Une cinquantaine de prisonniers de la Maison centrale de Lannemezan ont adressé une lettre de revendications au Procureur de la République de Tarbes. Cette lettre a été lue dans le cadre de l'émission Ras-les-murs sur Radio libertaire.

Après ceux de Bois d'Arcy et Moulins-Yzeure, les détenus de Lannemezan attirent l'attention de tous sur les conditions inadmissibles des parloirs familiaux. Cela nous rappelle l'urgence de la mise en place des parloirs intimes, ce qui avait été reformulé par la campagne sur le droit à l'intimité en prison, en 1997, par l'Observatoire international des prisons.

Ras-les-murs.

X
N°
Maison Centrale
Rue des Saligues
BP 166
65307 Lannemezan.

M. le Procureur de la République
Tribunal de Grande Instance
6, rue du Maréchal Foch
65307 Tarbes

Monsieur,

Conformément aux dispositions de l'art. D180 du CPP, vous êtes membre de la Commission de surveillance de la Maison centrale de Lannemezan.

Par la présente, j'attire votre attention sur les conditions déplorables dans lesquelles les détenus rencontrent leurs familles au parloir de la Maison centrale de Lannemezan. En effet, les cabines sont exigües, aucun isolement phonique n'est installé, ce qui transforme les parloirs en « hall de gare ». Un diffuseur d'air tente sans succès de compenser l'absence totale de fenêtres, les conditions d'hygiène ne sont manifestement pas remplies pour accueillir décemment les détenus et leurs familles.

Une caméra est posée sur chaque cabine, ceci en toute illégalité (voir annexe à la circulaire D27 n°1011 du 3 mars 1983). Pareil équipement, outre qu'il soit hors la loi, porte gravement atteinte à l'intimité minimum que l'on est en droit d'avoir, ce qui détériore la qualité des visites entre les détenus et les proches.

De plus, les enfants n'ont pas de salle de jeux leur permettant de supporter le temps passé en pareil endroit. Les enfants, dans ces conditions, s'énervent, crient et rendent ainsi les parloirs très bruyants.

Je vous prie d'intervenir afin de mettre un terme à ces conditions de visite qui représentent une atteinte caractérisée au maintien des liens familiaux. Liens familiaux qui sont un des facteurs majeurs favorisant le reclassement social du détenu, une fois sa peine purgée.

Connaissant votre attachement au respect des Lois de la République et l'application stricte de celles-ci, je ne doute pas que vous donnerez suite à ma présente requête.

Dans l'attente de vos nouvelles, je vous prie de croire Monsieur le Procureur de la République à l'assurance de mes plus respectueuses salutations.

X

La BNF en grève

DEPUIS LE 20 OCTOBRE 1998, LE PERSONNEL de la Bibliothèque nationale de France est en grève et maintient la fermeture du site de Tolbiac. Ce mouvement a été déclenché par le ras-le-bol ressenti par le personnel, après une semaine et demie d'ouverture des salles de recherche, impossible à faire fonctionner en l'état actuel.

Le blocage quasi-total du système informatique de gestion de la communication des documents a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. En effet, depuis longtemps déjà le personnel exprime son mécontentement devant les problèmes rencontrés à la B.N.F., problèmes continuellement niés ou minimisés par la direction. Le personnel n'attend plus rien d'une direction attentiste et a décidé d'impulser, dans le cadre d'états généraux, une véritable réflexion autour de l'organisation du travail.

Les différentes catégories de personnels sont noyées dans une architecture mégalomane et bâclée. Les agents de la B.N.F. doivent subir des conditions de travail inacceptables : plannings imposés, ambiance béton/métal, lumière artificielle toute la journée, climatisation mal réglée, matériel de magasinage inadapté (n'importe quel professionnel des bibliothèques aurait refusé le choix de tels rayonnages mobiles).

Le personnel en grève revendique : un jour de fermeture hebdomadaire pour le consacrer à des tâches internes : formation, réunions de service ; une révision générale des conditions de travail ; la réduction des horaires d'ouverture au public.

Il faudrait ajouter à cela une clarification de la situation des emplois précaires toujours plus nombreux (vacataires, CES, CDD...) et une révision du statut des titulaires de catégorie C.

L'intersyndicale s'est heurtée à une direction atone et dépassée, incapable d'assumer ses erreurs dénoncées par le personnel depuis longtemps. Les négociations se sont alors engagées avec le ministère de la Culture le 23 octobre.

Le mouvement s'étend aux sites de Richelieu, de l'arsenal, et reçoit le soutien d'autres bibliothèques et établissements de service public. Les lecteurs rencontrés sont dans leur grande majorité favorables à ce mouvement qui n'est pas une action corporatiste destinée à défendre les seuls intérêts du personnel mais un mouvement qui veut aboutir à un fonctionnement satisfaisant de la BNF.

Hervé

Tout est bon dans le cochon... Surtout les subventions

LE TAUX D'AUGMENTATION annuelle de production européenne de porc est de 7%. Les frigos des grands abattoirs croulent sous quelque 80 000 tonnes de stocks. En France, la consommation de viande de porc par habitant stagne, et même diminue sans doute légèrement. Les marchés solvables extérieurs à la Communauté en viande de porc sont étroits : la crise asiatique et le marasme économique en Russie ferment des perspectives de débouchés. Conséquence logique : l'effondrement des cours. Alors qu'il était payé 12,57 F au producteur au plus fort de 1997, le kilo de porc descend à 5,65 F à la mi-octobre 1998. Dans un tel contexte, le bon sens (paysan) voudrait que l'on adaptât l'offre à une demande en baisse. Un enfant de huit ans le comprendrait. Et bien, non, la production ne baissera pas ! Comme le confirme le président du Syndicat national du commerce du porc (SNCP), dont le quotient intellectuel doit être indexé sur le cours du porc en période de crise : « Notre position est claire, nous avons besoin d'une production porcine française abondante et forte. » Alors, que propose-t-on ? La Commission européenne débloque des aides d'urgence d'un mon-

tant d'environ 136 millions de francs. D'une part, le stockage des carcasses dans les entrepôts frigorifiques privés sera subventionné. D'autre part, les éleveurs recevront des aides à l'exportation vers la Russie. Par ailleurs, on relance la consommation intérieure : viande de porc mise en avant dans les linéaires, maintien de prix promotionnels jusqu'à la fin de l'année. C'est-à-dire : remèdes artificiels et une fois de plus, pompage du contribuable. Nos experts n'ont pas encore mis au point une taxe sur la non-consommation de viande de porc, mais cela ne saurait sûrement tarder.

Un enjeu européen

La « maîtrise » de la production reste le sujet tabou par excellence. Lorsqu'on l'évoque, c'est avec la langue de bois. Certains parlent de « prendre des mesures pour une adéquation souple de l'offre à la demande » (??) Les Espagnols sont « favorables à une certaine discipline » (?). La Hollande fait preuve d'une plus grande franchise : elle refuse d'envisager une maîtrise jugée « trop coûteuse et trop compliquée ».

Les plus gros éleveurs ne veulent pas s'attaquer à la surproduction chronique. Et pour cause ! Chaque crise élimine 20% des éleveurs, permettant aux industriels de s'accaparer une part croissante de la production, et accentuant la concentration. En France, seule la catégorie des élevages de plus de 1000 porcs a progressé entre 1979 et 1995 : de 5% en nombre leur poids économique représente actuellement 55% du cheptel. Car si les élevages les plus pointus, dont une bonne part s'est agrandie illégalement, culminent à 240 000 F de revenu par an, par actif familial, les exploitations les moins performantes succombent au manque de réserve financière. Selon une enquête d'un cabinet d'études du Finistère, 30% des producteurs sont déjà en cessation de paiement, 30% risquent de l'être d'ici novembre. Seulement 40% pourront tenir jusqu'en juin 1999 ! « Il n'y a pas trop d'éleveurs, il y a trop de porcs dans certains élevages ». Il faut noter, une fois encore, l'hypocrisie et l'incohérence des mieux armés. De ceux qui ont accepté des accords du G.A.T.T. imposant à l'Europe l'importation de 700 000 tonnes de viande porcine... alors que le continent était autosuffisant. Des autorités bruxelloises qui pour-



suivent la France pour non-respect des normes de pollution... mais qui laissent s'accélérer la course éperdue aux investissements de capacité. D'une profession qui invoque le libéralisme quand les bonnes années engraisent sa trésorerie... mais plaide la socialisation des pertes. L'intervention des pouvoirs publics, quand la conjoncture s'inverse ; qui s'acharne à surproduire pour exporter tous azimuts... mais qui saccage tout ce qu'elle rencontre quand elle découvre des viandes étrangères. Pour contenir la prolifération des

élevages hors-sol porcins, plus de 90 associations de tous horizons se sont unies au sein d'une Coordination nationale contre les porcheries industrielles. Une initiative qui a le mérite de poser un problème aigu, de faire prendre conscience d'une réalité alarmante et de commencer à établir un rapport de forces entre une minorité qui agit à sa guise en toute impunité et une majorité excédée, mais qui ne semble avoir ni perçu le degré de gravité de la situation, ni pris la mesure de sa force.

Jean-Pierre Tertrais

Casse des services publics Du service public au service universel

L'ÉTAT A LONGTEMPS CONSTITUÉ UNE SORTIE D'AVANCÉE sociale pour beaucoup de ceux qui subissent la domination capitaliste. Les luttes du mouvement ouvrier ont été ponctuées de victoires qui ont souvent pris la forme, au niveau général, d'une loi garantissant telle ou telle avancée obtenue dans la lutte. Ce n'est que pour cette raison que l'État peut sembler à certains être le défenseur des opprimés contre le marché. En fait, il ne fait que sanctifier le rapport de force obtenu dans les luttes réelles.

Il est, du coup, illusoire de s'en remettre à lui pour se protéger. Mais l'illusion fonctionne bien. On parle de droit du travail comme si les protections en question étaient la création de l'État en dehors de la réalité sociale. Ce droit ne fait que généraliser des protections qui n'ont pas, en principe, à être gagnées et remises en cause quotidiennement et dans l'entreprise.

L'État s'est toujours empressé, sous couvert de légitimité républicaine non partisane, de gérer les avancées sociales. Cela a été notamment le fait de certaines structures fonctionnant sur le principe mutualiste et autogérée qui sont attribuées de façon erronée à l'État. La Sécurité sociale fonctionne ainsi sur un principe de solidarité.

Mais elle est dévoyée au point que les travailleurs ne voient plus, souvent, la différence entre l'État et la sécu. Il y a un vrai processus d'aliénation où les victoires progressives du mouvement ouvrier semblent lui devenir extérieures et lui échapper. L'État est au cœur de ce processus. Si bien que s'il décide de ne plus garantir ces avancées dans une période de chômage de masse, il est fort à craindre que l'avancée en question soit remise en cause.

Service public et « efficacité » libérale

Depuis une vingtaine d'années, c'est bien une politique de casse du service public qui est à l'œuvre. Les services publics sont redéfinis dans un sens différent de celui qui avait présidé à leur création. L'idée de service public n'est pas indifférente aux anarchistes. Ce n'est que son utilisation comme palliatif du marché et producteur d'une cohésion sociale dans une société inégale qui la rend critiquable. C'est, en effet, la raison pour laquelle les services publics se sont développés pendant longtemps.

Étant conçus comme les béquilles du marché, ils deviennent importants en proportion des effets négatifs du marché. Depuis

1980, l'ère libérale a permis de changer cet état de fait afin d'adapter les services publics au libéralisme.

Ce n'est pas qu'ils aient disparu mais leur gestion montre une redéfinition libérale de l'intervention de l'État. À l'égalité, s'est substitué l'équité. Au service public, s'est substitué le service universel. L'idée est que la péréquation à l'œuvre (le même prix est payé par tous quel que soit l'usage fait du service ce qui amène des personnes qui n'en usent pas à le payer de façon à réduire le prix pour ceux qui en usent) doit être de plus en plus réduite.

Les services doivent le plus possible être payés au juste prix. Il ne doit être concédé gratuitement qu'un service minimum de mauvaise qualité (pour qu'il ne soit pas attrayant) à ceux qui ne peuvent avoir accès aux autres services sur le marché et pour lesquels une concurrence existe. C'est ce prix là qui doit être payé pour préserver une certaine cohésion sociale et une certaine unité nationale. Les services publics ne servent alors plus qu'à appuyer la logique inégale de la société et non pas à s'y confronter comme alternative.

À la poste, on proposera un service minimum pour tous de manière gratuite mais le moindre service efficace doit être payé. C'est ainsi que la Poste a développé les filiales, type Chronopost, chargé d'offrir un meilleur service, la garantie du lendemain, en concurrence avec d'autres entreprises telle UPS. Les télécommunications, de la même façon, ont été séparées car le service universel doit être minimum. En matière de télécommunication, France Télécom développe par exemple des filiales sur le créneau du portable mais, dans le même temps, annonce la suppression de 30% des cabines publiques. C'est ça le service universel.

Le gouvernement file à une entreprise privée un cahier des charges respectant le service universel en contrepartie de privilèges accordés et de subventions. Le service public devient alors une entreprise devant gérer ses employés comme les autres. On comprend la lutte de tous les salariés des services publics depuis de nombreuses années.

À l'hôpital, il existera un service universel qui permettra à tous d'avoir accès aux soins généraux mais la rentabilité commande de concentrer les moyens en quelques endroits aptes à gérer certains soins, quitte à imposer des kilomètres ou à offrir les usagers au privé. Ainsi, les nouvelles procédures proposées par les Agences Régionales visent à rationaliser l'usage des soins. Il suffit de fermer des unités ou de les asphyxier afin de concentrer les moyens dans quelques grands centres. Il suffit de rationaliser à partir d'un nombre d'habitant par

unités de soins qui mélangent le public comme le privé de façon à les mettre directement en concurrence. C'est ainsi que les usagers peuvent se détourner de l'hôpital qui fournit en certaines occasions de moins bonnes prestations. On organise ainsi tranquillement la fuite vers le privé.

Écoles de riches, écoles de pauvres

À l'école, c'est bien ce même service universel qui est à l'œuvre dans les projets. Le projet Jospin-Allègre-Mérieu est la concrétisation de ce passage, pour l'école, du service public au service universel. La décentralisation est un processus de rationalisation analogue à celui de l'hôpital dans lequel les établissements publics comme privés seront inclus également.

Le projet consiste à dire qu'on n'ira pas plus loin en matière de démocratisation. Donc, il faut, maintenant, surtout économiser des moyens qui deviennent inutiles puisque l'optimal a été atteint. C'est ainsi que le mieux enseigner se substitue au plus d'enseignants. C'est ainsi que la réduction des horaires pour les élèves est proposée par le ministère. Il n'est pas question de dire que la question de l'acte éducatif ne doit pas être repensée ou que les élèves ne peuvent légitimement demander à travailler moins et sur des connaissances qui les intéressent. Mais permettez de douter qu'un ministre reprenne ces revendications à son compte sans arrière-pensées. En effet, cela permettrait d'offrir un service universel minimum aux élèves qui pourraient être utilement complétés par des services concurrentiels et complémentaires. C'est le cas pour l'école ou des villes ou des écoles de riches pourront proposer pleins d'activités à leurs élèves l'après-midi tandis que les villes de pauvres seront bien en peine de compléter les activités.

C'est cette transformation qui est à l'œuvre aujourd'hui, avec plus ou moins d'avancée, dans la gestion des services publics. Le service universel, c'est le truc de la commission européenne pour trouver un consensus sur les services publics en Europe. C'est surtout le nouveau dada de la gauche libérale pour parler des services publics. Les services publics ne doivent exister que pour les plus pauvres afin de préserver la société de la révolte, mais il ne s'agit pas de dépenser sans compter, il faut rationaliser. Pour les autres, il leur reste le marché ! Il y a là un vrai enjeu de lutte aujourd'hui.

Most

L'univers carcéral aux États-Unis

PARTOUT DANS LE MONDE, des patrons, des policiers, des agents de l'État ou des particuliers profitent de la précarité des travailleurs clandestins pour les assujettir aux pires conditions de vie et de travail.

La détention des demandeuses d'asile

Les lois sur l'immigration de 1996 accentuent l'usage de la détention. Le nombre de demandeuses d'asile détenues

dans des centres administrés par l'*Immigration and naturalization service* (INS : Service d'immigration et de naturalisation des États-Unis) s'est considérablement accru augmentant de 75 % entre 1996 et 1998.

L'INS disposait au début de 1998 d'environ 15 000 « lits » et prévoyait que ce nombre atteindrait 24 000 en 2001, date à laquelle la plupart des demandeuses d'asile seraient placées dans des maisons d'arrêt. Les conditions de détentions sont souvent dures et inhumaines.

Fanziya Kasinga affirme avoir fui son pays, le Togo, à l'âge de dix-sept ans pour éviter le rite de la mutilation sexuelle et un mariage arrangé comme quatrième épouse d'un homme trois fois plus âgé. Quand elle est arrivée à l'aéroport international de Newark, elle était sûre de trouver refuge dans un pays qui « croit en la justice ». Au lieu de cela, elle fut conduite au centre de détention d'Esmor, à Elizabeth, New Jersey, où elle a été enchaînée plusieurs fois, mise dans une cellule d'isolement et s'est vue refuser des serviettes hygiéniques.

Les persécutions spécifiques aux femmes ne sont pas reconnues comme pouvant autoriser une demande d'asile. Ces femmes comme des milliers d'autres demandeuses d'asile restent emprisonnées pendant des mois ou même des années en attendant la fin des procédures légales. Leur seul « crime » : avoir voulu trouver un refuge contre les mauvais traitements.

L'univers carcéral américain

Le nombre de personnes incarcérées dans les maisons d'arrêt et les centres de détention (1) a triplé entre 1980 et 1996. Le nombre de femmes emprisonnées a quadruplé pendant la même période. Le nombre total de prisonniers s'élevait à plus de sept cent mille personnes à la mi-97. Plus de 60 % des prisonniers appartiennent aux minorités ethniques.

Plus de 350 prisonniers ont été exécutés depuis 1990. Certains étaient mineurs au moment où ils ont commis leurs crimes et d'autres souffraient de graves troubles mentaux. Pas moins de 74 personnes ont été exécutées en 1997, chiffre record depuis quarante ans. En 1998, 38 États américains prévoyaient la peine de mort dans leur législation. En juin 1998, 43 femmes se trouvaient dans le « couloir de la mort » dans 15 États.

À la fin de 1994, le procureur du district d'Oklahoma City a fait campagne pour sa réélection en se vantant d'avoir « envoyé 44 meurtriers dans le couloir de la mort ».

Une étude récente publiée en juin 1998 a révélé qu'à Philadelphie, le risque d'être condamné à mort est quatre fois plus grand pour un noir que pour un blanc, en tenant compte des circonstances aggravantes. Depuis le rétablissement de la peine de mort en Pennsylvanie, en 1978, les autorités de Philadelphie ont condamné à mort huit fois plus de noirs que de blancs. Alors que les noirs ne constituent que 12 % de la population des États-Unis, 42 % des condamnés à mort sont afro-américains.

Les mineurs délinquants et les malades mentaux

En mai 1998, plus de 25 prisonniers étaient en instance d'exécution au Texas

pour des crimes commis avant l'âge de dix-huit ans. Huit mineurs délinquants ont été exécutés depuis 1990. Dans 24 États américains, la législation autorise l'application de la peine de mort aux personnes âgées de moins de dix-huit ans au moment du crime.

Condamnations et exécutions

Plus de 3 300 prisonniers sont actuellement sous le coup d'une condamnation à mort. Depuis la fin du moratoire sur la peine de mort en 1977, les États-Unis ont exécuté 467 personnes. Trente-cinq nouvelles exécutions ont eu lieu cette année (avant juillet 1998). Soixante-deux ressortissants étrangers étaient sous le coup d'une condamnation à mort; la plupart avaient été privés de l'assistance des autorités consulaires de leur pays d'origine, en violation de la législation internationale.

Secrétariat aux Relations internationales de la Fédération anarchiste

Source : *Industrial Worker*

(1) Les centres de détention sont réservés aux individus condamnés à des peines supérieures à un an d'emprisonnement, tandis que les maisons d'arrêt accueillent les prévenus en instance de jugement, ainsi que les personnes condamnées à des peines ne dépassant pas un an d'emprisonnement.



Marche mondiale des femmes en l'an 2000 Nous marcherons

LE 4 JUIN 1995, QUINZE MILLE personnes acclament à Québec les 800 marcheuses contre la pauvreté qui depuis dix jours sillonnent les routes de la province. Mais surtout ne pas s'arrêter là !

Aussi, lors du Forum mondial des femmes à Pékin, des militantes québécoises proposent d'organiser une Marche mondiale des femmes pour l'an 2000. L'idée est retenue avec enthousiasme. Et ce 17 octobre 1998, journée de lutte contre la pauvreté, 200 femmes venues de 60 pays s'accordent pour lancer cette Marche. Deux thèmes fédèrent au niveau international : la lutte contre la pauvreté et pour le partage de la richesse et celle contre les violences faites aux femmes et pour le respect de leur intégrité physique et mentale. Deux axes qui révèlent un cri pour dire que le monde tourne mal et un appel à le changer.

Avons-nous besoin de rappeler que certaines régions du monde survivent grâce essentiellement au travail des femmes, travail non rémunéré la plupart du temps quand il s'agit du portage de l'eau, de l'élevage, de l'agriculture, des soins ou de l'éducation ? Avons-nous besoin de rappeler que les violences et la misère pèsent plus fortement encore sur les femmes, dans ces mêmes régions mais aussi dans toutes les autres ? Que leur corps ne leur appartient pas, quand il est exhibé, exploité, excisé, vendu, violenté, violé ou quand il sert d'armes de guerre et de purification ethnique. Que la violence soit militaire et guerrière ou qu'elle soit économique et capitaliste, ce sont les femmes qui très majoritairement subissent ces violences. Sémira ou Talisma en sont aujourd'hui les symboles pour toutes celles qui souffrent et toutes celles qui luttent.

Le triomphe des inégalités, à l'aube de l'an 2000, est criant, injustifiable et intolérable : inégalités et déséquilibres profonds entre les pays du Nord et les pays du Sud, entre ceux de l'Est et ceux de l'Ouest, et parmi la population d'un même pays, entre les riches et les pauvres, entre les jeunes et les plus âgés, entre les villes et les campagnes mais aussi entre les hommes et les femmes.

Éliminer la pauvreté

70 % des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté : alors qu'elles fournissent les deux tiers des heures de travail, elles ne retirent qu'un dixième du revenu mondial. Le capita-

lisme et le patriarcat se conjuguent pour appauvrir les populations et particulièrement les femmes alors que la richesse produite ne cesse de croître. C'est la dictature des marchés organisés en pouvoir supranational comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. Sont imposés des programmes d'ajustements structurels au Sud ou des coupes dans les programmes sociaux au Nord, se profile le projet multilatéral sur l'investissement (A.M.I.), et l'aide publique, ciblée en 1970 à hauteur de 0,7 % du produit national brut, descend entre 1990 et 1996 de 0,34 % à 0,25 % en moyenne.

Aussi les femmes réunies à Québec en appellent à « combattre le sentiment d'impuissance, à remettre à l'avant-scène la solidarité et le partage des cultures, du travail, des savoirs, des responsabilités envers les enfants et les générations futures, à explorer de nouvelles formes de création et de distribution des richesses pour assurer à chaque personne et chaque collectivité son plein épanouissement. » En fait à opérer une rupture avec le capitalisme, le patriarcat et la guerre.

Éliminer les violences

Les violences faites aux femmes ont été définies, lors de la Quatrième conférence mondiale des Nations-Unies sur les femmes comme « tout acte de violence dirigé contre le sexe féminin et causant ou pouvant causer un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. »

Ces violences traduisent des rapports de force inégaux entre les hommes et les femmes, base du patriarcat, et renforcés par le capitalisme : les liens entre la marchandisation du corps des fillettes et des femmes (prostitution, esclavage, dot) et la pauvreté sont éloquentes. En outre, une nouvelle forme d'apartheid s'installe avec la montée des intégrismes religieux excluant les femmes de l'éducation, du travail, ou des soins. Les violences touchent toutes les femmes mais celles qui vivent dans des conditions de précarité absolue ou celles qui appartiennent à des groupes discriminés comme les petites filles, les adolescentes, les autochtones, les réfugiées, les migrantes, les lesbiennes, les handicapées ou les aînées, sont particulièrement vulnérables. Par exemple, le fait d'être les-

bienn entraîne dans certains pays, la prison, la flagellation, la torture et la mort.

C'est pourquoi l'appel rappelle que « les femmes veulent une société où tous les hommes – les maris, les conjoints, les pères, les grands-pères, les oncles, les cousins, les voisins – s'engagent à rompre définitivement avec toutes les formes de violence envers les femmes, dénoncent eux-mêmes sans complaisance et avec vigueur toutes les exactions commises envers les femmes et développent avec les femmes des relations basées sur l'égalité et le respect. »

Faire travailler l'imaginaire

Ainsi un appel est lancé pour que, d'ici le 17 octobre 2000, des centaines de milliers de femmes de par le monde prennent des initiatives suffisamment puissantes pour que la conscience générale des hommes soit ébranlée et pour permettre des décisions et des actions en faveur de l'exercice des droits fondamentaux des femmes. Les revendications portées cherchent à ce que « chacun et chacune ait à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre ». Émergent aux quatre coins de la planète des « initiatives innombrables issues du mouvement autonome des femmes qui sont autant de résistances aux inégalités, aux oppressions, aux exclusions » : groupes de défense des droits, cuisines collectives, centres de femmes, organismes voués à la protection de l'environnement, luttes pour l'accès au logement et à la propriété de la terre, pour la syndicalisation, l'amélioration des services sociaux et de santé, l'éducation des enfants...

D'ores et déjà, en France, de nombreuses associations, syndicats et mouvements politiques rejoignent l'appel lancé à Québec. Le 8 mars 1999, des initiatives seront prises en ce sens, en cherchant à élargir les différents collectifs qui se mettent en place. La Marche, en France, commencera le 8 mars 2000 et convergera avec celle des autres pays d'Europe jusqu'au 17 octobre 2000, jour de manifestation mondiale des diverses délégations continentales à New York.

Le mouvement impulsé ouvre clairement le débat d'un autre futur anticapitaliste et antipatriarcal qui concerne autant les hommes que les femmes « pour que ce monde devienne un espace de justice et de liberté pour toutes et pour tous ».

Hélène Hernandez. – (groupe Pierre Besnard)

LECTURE Quelle connerie la guerre !

Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918

Voici l'indispensable complément au riche et passionnant travail effectué par Michel Auvray sur l'institution militaire, à travers le bel ouvrage dont il a été rendu compte ici même, *L'Âge des casernes* (1). Comme nombre de ses compatriotes, Louis Barthas, qui exerce la profession de tonnelier dans sa région du Minervois, sera mobilisé en 1914 pour la « der des ders », cette fameuse guerre de 14-18 que dans son ironie mordante Georges Brassens disait être sa préférée. Patiemment, méthodiquement, cet ouvrier devenu caporal de l'armée française va décrire avec soin, dans des cahiers, les événements ! Louis Barthas sera en effet de toutes les tueries, de tous les massacres ou presque, de toutes les horreurs accumulées au cours de cette innombrable boucherie. C'est un récit terrible en même temps qu'un témoignage magnifique sur la folie guerrière et la barbarie

militaire, écrit dans cette belle langue appliquée des instituteurs d'autrefois. Et puis on tombe sur des passages comme celui-ci : « Le lendemain 10 décembre en maints endroits de la première ligne les soldats durent sortir des tranchées pour ne pas s'y noyer ; les Allemands furent contraints d'en faire de même et l'on eut alors ce singulier spectacle : deux armées ennemies face à face sans se tirer un coup de fusil [...] Français et Allemands se regardèrent, virent qu'ils étaient des hommes tous pareils. Ils se sourient, des propos s'échangeaient, des mains se tendirent et s'étreignirent, on se partagea le tabac, un quart de jus ou du pinard. Ah ! si l'on avait parlé la même langue ! Un jour un grand diable d'Allemand monta sur un monticule et fit un discours dont les allemands seuls saisirent les paroles mais dont tout le monde comprit le sens, car il brisa sur un tronc d'arbre son fusil en deux tronçons dans un geste de colère. Des applaudis-

sements éclatèrent de part et d'autre et L'Internationale retentit. Ah que n'étiez-vous là, rois déments, généraux sanguinaires, ministres jusqu'au-boutistes, journalistes hurleurs de mort, patriotards de l'arrière, pour contempler ce sublime spectacle ! Mais il ne suffisait pas que les soldats refusaient de se battre, il fallait qu'ils se retournent vers les monstres qui les poussaient les uns contre les autres et les abattre comme des bêtes fauves. Pour ne pas l'avoir fait, combien de temps la tuerie allait-elle durer encore ? » Oui, vraiment, quel beau livre (2), et quelle connerie la guerre !

Jean Robin

- (1) *Le Monde libertaire* du jeudi 22 octobre 1998.
 (2) *Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*. Éditions La Découverte/poche, 85 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

à la petite semaine

La lampe à pétrole

Dans la théorie lénino-marxiste d'antan, les membres de ce qui fut naguère encore le grand parti des travailleurs disaient modestement de leur propre organisation qu'elle constituait l'avant-garde « éclairée ». Le choix de ce qualificatif ne voulait en rien rendre hommage aux Lumières du siècle du même nom, dont la philosophie humaniste fut toujours considérée comme un salmigondis petit-bourgeois par les révolutionnaires professionnels. Peut-être fallait-il plutôt voir là l'illustration du mot de Lénine affirmant que « le communisme, c'est les soviets plus l'électricité ».

Maintenant que l'avant-garde demeure à la traîne, que les lumineuses promesses de félicité telle la dictature du prolétariat ont été bradées, que des parasites rénovateurs se font entendre sur la ligne du parti, que des courants alternatifs s'emploient à court-circuiter ses brillants résultats électoraux, le bunker de la place du Colonel-Fabien consent toujours à être « éclairé » mais ne veut plus devoir ses illuminations qu'au tout-nucléaire.

L'abandon de cette option, comme l'ont d'ailleurs programmé des pays aux mentalités grandement médiévales comme la Suisse ou l'Angleterre, signifierait pour la France, Robert Hue l'a proclamé finement, « un retour à la lampe à pétrole »... et sans doute au Roi-Soleil.

Hier, « les tanks du progrès », comme disait Camus, annonçait les lendemains qui chantent à ceux qui n'en voulaient pas. Aujourd'hui, non contents de patauger dans les poubelles de l'histoire, voilà les camarades vautreés dans les déchets nucléaires que vomissent les fortresses blindées du parti atomique.

Hier, au PC, c'était l'avenir radieux. C'est aujourd'hui l'avenir radium. Pour la sauvegarde de l'emploi, entre autres. Il ne faut pas désespérer Tchernobyl...
 Floréal

La collectivité de Calanda (1936-1938)*

Lors des réunions publiques organisées par les composantes du mouvement libertaire, il arrive toujours un moment où un orateur illustre ses propos par un exemple tiré de la révolution espagnole. Il y a aussi en général un crétin pour s'exclamer ; y en a marre de toujours parler de la guerre d'Espagne « Le curieux de l'affaire réside dans le fait que lors des colloques, émissions en direct, commémorations, etc. il y ait moins de monde pour s'écrier « Y en a marre de la révolution française » ou... « de la révolution russe ! », etc. C'est dire si en ce qui nous concerne on n'arrêtera pas d'en parler.

Et pour nourrir nos réflexions, que peut-on imaginer de mieux que les récits de ceux qui ont été au cœur de l'événement ? L'un de ceux-là s'appelle Miguel Celma. Il réside en ce moment du côté de Toulouse, mais en 1936 il a assumé une tâche de secrétaire du comité de gestion de la collectivité de Calanda, dans la province d'Aragon.

Son expérience personnelle (et collective), il l'a racontée en 1979 aux membres du collectif « Equipo juvenil confédéral ». Les mêmes qui ont, depuis, réalisé avec Richard Prost *Un autre futur*. En 1997, cette interview a été publiée sous forme de forte brochure (1) par l'Union régionale parisienne de la CNT.

Si vous souhaitez vous plonger dans l'œuvre constructive de la C.N.T. espagnole, n'hésitez pas. Vous trouverez difficilement un meilleur guide que le compagnon Miguel. L'utopie d'hier pour l'utopie de demain. Les réalisations d'hier pour les réalisations de demain.

Yves Peyraut

* En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 50 F.

CINÉMA

La vie est belle

Roberto Benigni

EN FRANCE ON SEMBLE SAVOIR comment et selon quelles règles la « Shoah » (terme hébreu qui désigne le chaos, [ici] la destruction du peuple juif) est à représenter. L'horreur de l'extermination des juifs, planifiée, décidée et exécutée dépasse ce qu'on peut imaginer. Donc on ne peut représenter ce qui dépasse l'entendement. Le film-référence qui évite cet écueil est « Shoah », le film de Claude Lanzmann, 9 heures d'évocations par les survivants, sur les lieux d'extermination, aujourd'hui et sans un seul document d'archives.

Dans le film « Shoah » seuls les miraculés ont la parole. « Miraculés » ceux qui témoignent, devraient, en fait, ne plus être là, car ils étaient doublement promis à la mort. Travaillant dans les commandos spéciaux, charges de ramasser les cadavres, ils étaient normalement gazés une semaine plus tard. Car en tant que témoin direct de l'extermination, il fallait les tuer pour que personne n'apprenne ce en quoi constituait leur travail. Tous ces préliminaires pour dire que Roberto Benigni, justement n'a pas fait un film sur les camps de la mort, ni sur l'horreur concentrationnaire. Il a choisi un camp de travail situé en Italie. Il ne rend à aucun moment transparent la véritable nature de ce camp. Lui, le père de famille veut que son fils ne comprenne pas la vraie nature de ce lieu. Il invente en permanence avec le génie du conteur-affabulateur qui le caractérise un récit qui rendrait leur séjour non pas plus acceptable, mais plus plausible. Quand l'enfant dit qu'ils sont transformés en savon il ne dit pas non plus que c'est un mensonge. Il ne nie pas. Il ne nie rien, il n'est pas négationniste. Il veut tout simplement créer un monde, où son fils peut s'installer pour tenir, tenir jusqu'à ce que... il ne sait pas lui

même, il croit que son devoir est de préserver une dimension de vie, de symbolique pour lui même, son fils et les autres ; créer un lieu symbolique où ils puissent, même dans ces conditions, penser et lutter. Que sa situation relève de la fable, on l'avait compris. Quand il est serveur dans un restaurant chic, il sert déjà des devinettes à ses clients et les clients lui retournent d'étranges énigmes. Cela lui servira et cela leur servira. Que le film de Benigni, dont la première partie est d'une drôlerie rare, soit réduit, jugé, et condamné sans voir en quoi il est différent d'une reconstitution réaliste des camps comme l'avait fait Spielberg dans *La Liste de Schindler*, ne peut que surprendre. Et en quoi les gens ont-ils besoin qu'on leur dise ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas. Ce qu'on peut montrer et ce qui est indécent. Pourquoi la vraie indécence ne serait-elle pas de charger les jeunes générations d'une mémoire dont nous ne venons pas nous-mêmes à bout ? Ce devoir de mémoire, dont nous sommes toutes et tous imprégnés est peut-être un

fardeau terrible pour des jeunes gens d'aujourd'hui ? Roberto Benigni rend ce devoir un peu plus léger. Mais il ne se moque ni des gens, ni des camps. Dans *La vie est belle*, on ne rit que de Benigni. De grâce ! C'est un cinéma pour adultes et son auteur, malgré son côté farceur savait très bien ce qu'il faisait.

Heike Hurst

(Fondu au Noir-Radio libertaire)
 PS : Que Benigni fou de joie fasse son numéro à Cannes pour montrer sa reconnaissance au Président du Jury, Martin Scorsese, quoi de plus normal. Que cet événement médiatique et médiatisé soit utilisé par le distributeur du film pour la bande annonce, en est une autre. À nous de faire le tri. Mais qu'on ne nous dise pas où nous avons le droit de rire ou non, le droit d'applaudir ou non. Et que l'amalgame cesse : ce n'est pas parce que Benigni arrive à faire rire, qu'il nous fait rire des camps. Si tout était rose comme une certaine presse veut nous le faire croire, alors pourquoi ce Benigni va-t-il mourir dans son film, pourquoi ?

copinage

Deuxième édition des **Nuits blanches pour Chansons noires** les 6 et 7 novembre à 20 h 45 au Train Théâtre de Portes-lès-Valence (26), avec Bernard Meulien et Lény Escudero (le 6), Jean-luc Debattice, Henri Tachan et Casse-pipe (le 7). Le 6 : 150 F ; le 7 : 150 F (avec repas) ; les deux séances : 250 F. Réservations : 04 75 57 14 55. Présence d'une table de presse de la librairie la Plume noire lors des deux soirées.

Marc Ogeret chante Ferré au Sentier des Halles (50, rue d'Aboukir, Paris 2^e) du 3 au 14 novembre (du mardi au samedi à 20 heures). Rés. : 01 42 36 37 27.

Are you Wrecked in a mess ? à la Maroquinerie (café littéraire) le 6 novembre de 19 heures à 1 heure (23 rue Boyer, 20^e, métro Gambetta.) avec Wreck this mess (mix), Seppuku (mix), Celluloïd mata (live), Sub para (dub).

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

samedi 7 novembre à 11 h 30 :

Chronique rebelle : chômeurs et précaire en colère.

lundi 9 novembre à 19 h 30 :

La Mémoire sociale : Histoire des socialismes : le fourierisme.

mardi 10 novembre à 22 h 30 :

Jazz en liberté : Tony Williams quintet en public (1992), Patrick Forgas band phenomena (1997), Andrew Cyrille quintet (1995), Christian Vander trio (1993), Max Roach / it's time (1962).

mercredi 11 novembre à 10 h 30 :

Blues en liberté : La Louisiane.

mercredi 11 novembre à 14 heures :

Le Manège : avec Marc Ferro, auteur du livre « L'Internationale » (à propos du chant).

mercredi 11 novembre à 20 h 30 :

Ras-les-murs : avec un insoumis à l'armée, pour évoquer son expérience.

RENNES

Les Matheux expulsent le FN

AU PRINTEMPS DERNIER, LE tout neuf Conseil Régional de Bretagne avait délégué des élus du Front National pour le représenter dans une quarantaine d'établissements scolaires, culturels et de recherche. Malgré plusieurs manifestations de protestation, dont une motion de protestation votée à l'unanimité du Conseil d'Administration de l'Université de Rennes 1 (particulièrement « bien » servie avec 7 délégations FN dans ses composantes), le président R.P.R. du Conseil Régional, Josselin de Rohan, était resté ferme sur ses positions et avait refusé de retirer ses délégations aux élus FN. (cf *Monde libertaire* n°1127 pour plus de détails).

Artifices juridiques

Les choses en étaient restées là, et la mobilisation n'avait en général pas survécu aux vacances scolaires.

Cependant, l'U.F.R. de Mathématiques de l'Université de Rennes I, déjà en pointe lors des protestations du printemps et directement concernée par la nomination de Bernard Maugendre, leader régional du FN., avait clairement affiché son intention d'empêcher ce triste sire de siéger dans son Conseil. Confrontés à l'obstination de la Région, et à l'absence de mouvement global de refus des élus FN., les matheux se sont finalement résolus à utiliser un artifice juridique, en l'occurrence une modification des statuts de leur U.F.R. excluant de fait la représentation du Conseil Régional, et donc Maugendre. Modification votée à l'unanimité du Conseil d'U.F.R. à la mi-septembre.

Face à cette mauvaise manière, le Conseil Régional a fait pression sur l'Université, dont le Conseil d'Administration devait avaliser les nouveaux statuts de l'U.F.R. de Maths. Rohan a donc envoyé au président de

l'Université une lettre à la fois anodine dans la forme et menaçante entre les lignes au cas où l'Université accepterait la fronde des matheux. Message reçu : la modification des statuts passait à la trappe de l'ordre du jour du C.A. du 30 septembre, malgré une manifestation organisée à la hâte.

Sous couvert d'arguties juridiques, le ton adopté par la plupart des administrateurs ce jour-là était des plus prudents, et pour tout dire assez inquiétant : la Région n'est-elle pas un grand bailleur de fonds à traiter avec ménagements ?

Nouvelle mobilisation

Il fallut donc en remettre une louche dans la mobilisation : démission de la moitié des membres du Conseil de l'U.F.R. de Maths, menace de démission de l'autre moitié, pétitions signées par la quasi-totalité des matheux et plus

de 3000 étudiants, bruits de grève, réunions intersyndicales et finalement 400 manifestants bruyants le 21 octobre, au C.A. de l'Université.

Que croyez-vous qu'il arriva ? Les administrateurs, se souvenant fort à propos de leurs grandes convictions humanistes, adoptèrent les nouveaux statuts de l'U.F.R. de Maths par 36 voix contre 2. Dans la foulée, une motion demandant le retrait des autres délégations FN. sur l'Université était votée.

On peut évidemment se demander l'intérêt de tout cela : somme toute, il ne s'est pas passé grand-chose, une Université a accepté la décision d'une de ses composantes, quoi de plus banal ? L'élément intéressant ici est qu'il ait fallu six mois de détermination pour qu'une déclaration d'intentions pieuses trouve sa conclusion pratique.

Une motion ne coûte pas cher. La faire passer dans les actes est une autre histoire, et comme souvent seule la lutte a payé : parmi la quarantaine d'établissements concernés en Bretagne, le seul ayant agi conformément à son refus affiché de voir siéger un élu FN. est, finalement, le seul à s'en être débarrassé. Rien ne dit d'ailleurs que d'autres suivront, faute de réelle volonté. Cette volonté, elle s'est manifestée à l'U.F.R. de Maths

par une mobilisation durable, massive et efficace. C'était possible sur un objectif très limité, mais clairement identifié, à condition de savoir maintenir un discours et des méthodes consensuels dans le cadre de la revendication.

D'un point de vue anarchiste, on peut regretter bien sûr que la lutte se soit finalement circonscrite à une U.F.R. On peut aussi remarquer que, même chez les matheux (hors étudiants), la mobilisation a pris plutôt la forme d'un soutien au Conseil d'U.F.R. que d'une lutte à la base et sans intermédiaire. C'est d'ailleurs peut-être une donnée à prendre en compte dans notre critique de la participation aux instances professionnelles.

Dans le même registre mi-chèvre mi-chou, si les enseignants et les chercheurs ont bien signé la pétition, la manifestation du 21 était presque exclusivement étudiante. Mais on ne va pas faire la fine bouche quand six mois de détermination à peu près unanime, en dépit des pressions diverses et des conseils de « prudence » distillés par de bons esprits (notamment certains politiciens de la gauche plurielle), se soldent par une jolie baffé au FN. et aux capitulards.

COQ'S

NOISY-LE-GRAND

Contre la haine et la censure Pour la liberté d'expression

CEST M. PAJON QUI, EN TANT QUE MAIRE DE Noisy-le-Grand, a accordé aux catholiques intégristes le permis de construire une chapelle sur le territoire de la commune.

Ce faisant, il permettait à l'extrême droite d'avoir pignon sur rue. En effet, la « fraternité saint-Pie X » n'est autre que la secte fondée par Monseigneur Lefebvre qui est aujourd'hui toujours politiquement active puisque ce sont ses ouailles qui régulièrement investissent des cliniques ou des hôpitaux où sont pratiqués des avortements. C'est aussi un de ses prêtres qui dernièrement a – par l'intermédiaire du tribunal de Bordeaux – fait retirer de la vue des clients de certaines librairies un livre de photographies. C'est encore un de ses prêtres, celui-ci sévissant à Mantes-la-Jolie, qui fut responsable cet été de la mort de quatre scouts au large de Perros-Guirec.

Nous savons que nous n'avons pas affaire avec un simple groupuscule qui chante en latin tout en manifestant des idées d'un autre âge. Ce groupuscule manifeste aussi la volonté de « catéchiser », c'est-à-dire tenter de propager ses valeurs de haine et d'intolérance. Nous disons aujourd'hui que nous ne voulons pas de ça, ni à Noisy-le-Grand ni ailleurs.

L'extrême droite doit bien savoir qu'elle est la malvenue à Noisy-le-Grand. Le 11 novembre dernier, jour de l'inauguration de cette chapelle, une manifestation nombreuse en avait été la preuve. Nous manifesterons à nouveau, ce 11 novembre, notre détermination contre ces chrétiens qui censurent au nom de la liberté d'expression et s'opposent à l'avortement au nom du droit à la vie mais sont néanmoins partisans de la peine de mort et dont certains même ont pris fait et cause pour la Serbie et sa volonté d'épuration ethnique.

Les intégristes ne sont pas isolés. Le pape les soutient officiellement dans leur combat contre l'avortement.

Jean-Paul II a toujours travaillé à une orientation politique de la doctrine de l'Église vers la droite extrême. Et c'est l'Église tout entière qui vise à restaurer un ordre moral qui ne devrait concerner que les croyants.

La censure ou la liberté

Après avoir dit qu'il avait accordé le fameux permis de construire afin d'éviter des frais de Justice à la municipalité, Pajon se sert maintenant de l'argent des Noiséens pour attaquer en Justice le Monde libertaire, hebdomadaire de la Fédération anarchiste qui a dénoncé sa complaisance avec la secte d'extrême droite. Il réclame 130.000 F en guise de dommages et intérêts, ce qui reviendrait sans doute à faire taire cet organe de presse. Les fascistes n'ont donc pas le monopole de la censure et de la mauvaise foi.

Pajon, qui passe pour « rocardien », applique néanmoins parfaitement la méthode mitterrandienne. En effet, sa complaisance vis-à-vis du Front national apparaît bien à Noisy-le-Grand comme une manœuvre pour diviser la droite dans le seul but de préserver son emploi de député-maire.

Entre la censure et la liberté, il faut choisir, mais ce ne peut pas être l'un et l'autre. La sollicitation de la Justice à tous propos n'est pas une mode mais une dérive totalitaire. Elle vise à faire taire tous ceux qui n'ont pas « les moyens » d'aller en Justice. La dénonciation de malversations ou même de complaisance est forcément diffamante pour sa victime ; elle n'en est pas moins une œuvre de salubrité publique. La vigilance est donc un devoir devant tout type d'arrogance, cléricale ou politique dont le seul but est l'impunité et la sauvegarde de privilèges.

groupe Sacco et Vanzetti de la F.A.
(membre du Collectif noiséen de vigilance antifasciste)

Antimilitaristes toujours!

à un boulot idéologique plus diffus mais peut-être aussi efficace de militarisation de la société et de contrôle social.

Dès la prochaine rentrée, les enseignants seront obligés d'enseigner « les principes et l'organisation de la défense nationale et européenne » avec obligation de suivre les pistes d'un document élaboré par l'Éducation nationale et l'armée.

Des agents du ministère de la Défense pourront également intervenir. Un rapport élaboré par Mme Dumas,

prof d'histoire, préconise d'étendre cela à l'école primaire et à la faculté avec jumelage d'établissements scolaires et de régiments, ainsi que des stages dans l'armée autour du secteur technique et professionnel!

Militarisation et contrôle social vont donc gagner du terrain. Le certificat APD délivré à la fin de la journée entraînera l'inscription automatique sur les listes électorales. Gageons que le pourcentage d'abstentionnistes augmentera de façon considérable.

suite de la première page

Face à cela, informons profs et lycéens, participons à établir ce que signifie réellement le militarisme et les horreurs qui l'accompagnent. Nous sommes pour une société égalitaire, sans frontières, sans État, où chacun prend ses affaires en main, où chacun a la possibilité d'avoir une opinion et de la faire valoir. L'armée représente tout le contraire.

À bas toutes les armées!

Gilles, groupe « Un autre futur »
F.A. Montpellier et Cédric

A G E N D A

jeudi 5 novembre

NANTES : A l'initiative de la C. NT., la F.A. et le S.C.A.L.P. est organisé un contre-débat avec Lian Flynn, responsable du syndicat maritime américain I.W.W. 17, rue Bellamy à 20 h 30.

vendredi 6 novembre

CLERMONT-FERRAND : Débat avec Gérard Lorne autour du livre « du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valise », à l'ancien lycée Blaise Pascal 3 rue maréchal Joffre, salle 145 à 20 heures, organisé par le groupe spartacus de la F.A.

MONTPELLIER : Débat à l'initiative du groupe Un Autre futur de la Fédération anarchiste « Contre l'incinération : gestion directe des déchets » à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc à 20 h 30.

PARIS : La Lanterne noire projetera *Rif-Raf* de Ken Loach au local La Rue, 10 rue Robert Planquette (18^e), M^o Blanche ou Abbesses.

PARIS : Une projection du documentaire *Parti les mains vides* (sur les sans-papiers) aura lieu à la librairie du *Monde libertaire* à 19 heures, 145 rue Amelot (11^e).

samedi 7 novembre

LYON : Débat à 15 heures « L'anarchisme aujourd'hui, un projet pour la révolution sociale » à la Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc (1^{er}) organisé par l'Union locale de la F.A.

PARIS : Manifestation contre l'exécution de Mumia Abu-Jamal, pour l'abolition de la peine de mort aux Etats-Unis à 14 heures devant l'ambassade des Etats-Unis place de la Concorde, avenue Gabriel.

mercredi 11 novembre

NOISY-LE-GRAND (93) : Un an après l'ouverture de la chapelle intégriste, manifestation « contre la haine et la censure » à 10 heures devant la gare Noisy-Champs (RER ligne A) à l'appel de la Fédération anarchiste et de la C.N.T.

GENTILOUX : Manifestation antimilitariste à 11 heures au monument aux morts. À 13 heures : repas + vidéo-débat à la salle polyvalente (prévoir son casse-croûte).

vendredi 13 novembre

ANGERS : Conférence-débat organisée par le groupe de la F.A. avec René Berthier à 20 h 30 à l'étoile 26 rue Maillé sur « la question palestinienne... 50 ans d'oppression ».

BORDEAUX : Le groupe Emma Goldman de la Fédération anarchiste vous invite à une conférence-débat sur « Les implications de l'Etat français dans l'affaire des GAL » à 20 h 30 à l'athénée libertaire, 7, rue du Muguet.